Mouvement des Entreprises de France

# Point trimestriel sur la conjoncture sectorielle française : Le ralentissement mondial va toucher la plupart des grands secteurs

Publié le 16 octobre 2019

Les signes de ralentissement voire de récession se multiplient chez nos proches voisins, dans un contexte de dégradation des indicateurs mondiaux de climat des affaires et de commerce mondial. Ce ralentissement va toucher à des échéances différentes la plupart des grands secteurs, comme le montre la note de conjoncture ci-dessous.

Les prévisions de croissance sont revues à la baisse (- 1 point pour la prévision de croissance mondiale de l'OCDE). L'incertitude est très élevée en matière de politique économique, résultant de l'instabilité politique chez nos principaux partenaires et des tensions géopolitiques et commerciales, avec en premier lieu le Brexit. Jusqu'à présent, les principales données macroéconomiques indiquent pour la France un rythme d'activité modéré, suivant la tendance des derniers trimestres. Les prévisions se situent autour de 1,2 - 1,3 % de croissance par an, des niveaux optimistes en comparaison avec nos voisins.

Les signes avancés d'un ralentissement plus marqué commencent à apparaître du côté de l'intérim et des délais de paiement. Le repli très net de l'activité intérimaire, de l'ordre de - 5 % en glissement annuel, indique que les chefs d'entreprise commencent à ajuster leurs effectifs en prévision du ralentissement de l'activité. De même, l'allongement des délais de paiement signale des tensions sur les trésoreries, malgré les effets de la bascule du CICE.

**Le ralentissement va toucher la plupart des grands secteurs, à des échéances différentes** :

- les secteurs industriels commencent à sentir les effets de la récession industrielle allemande et des tensions commerciales sur leurs carnets de commande, qui pourraient accentuer le ralentissement de leur activité à l'œuvre depuis plusieurs trimestres ; pour l'automobile s'ajoute l'incertitude liée à la montée en charge des nouvelles normes ;
- les secteurs liés à la construction connaissent en revanche pour l'instant des niveaux d'activité très dynamiques, et des perspectives très favorables moins jusqu'à la fin de l'année ; en plus des dynamiques propres de chaque secteur (cycle électoral pour les travaux publics), l'activité pour 2020 voire 2021 dépendra largement des décisions politiques en matière d'investissement public et de réforme de la fiscalité locale (pour les travaux publics)  de la fiscalité du logement (pour le bâtiment) ;
- en outre, certains secteurs se trouvent déjà depuis plusieurs trimestres dans des dynamiques propres de ralentissement de l'activité : la banque du fait de la transition numérique et de la montée en charge des nouveaux cadres prudentiels, le commerce et la distribution sous l'effet de la transition numérique et des changements de comportement de consommation  ménages, et l'industrie-agroalimentaire du fait d'un déficit de compétitivité persistant qui s'ajoute au changement des modes de consommation.

**Dans ce contexte, l'hypothèse, consensuelle chez les prévisionnistes, d'un rythme de croissance maintenu à son niveau actuel, est sans doute un peu optimiste** :

- dans un contexte de ralentissement industriel mondial, le maintien d'un rythme de croissance de l'ordre de + 1,2 ou + 1,3 % dépendra du dynamisme du comportement de consommation des ménages (qui pour l'instant ont massivement épargné, sous forme d'épargne de précaution) et de l'investissement logement (avec de premières annonces politiques plutôt défavorables) ;
- en outre, l'expérience des ralentissements industriels précédents laisse attendre un accroissement de la pression compétitive, avec déjà de premières annonces de réduction de la fiscalité des entreprises en Allemagne, et le risque que le ralentissement industriel soit plus prononcé et plus durable en France qu'ailleurs, après avoir été plus tardif ;
- enfin, les taux d'intérêts négatifs et les nouvelles charges réglementaires sur le secteur financier pourraient avoir des effets défavorables sur le financement de l'économie, qui a jusqu'à présent été un facteur de soutien à la croissance.

>> Découvrir les situations conjoncturelles des secteurs